

QUE
CRÈVE
LA
FRANCE
PÉRI
PHÉRIQUE



Que crève la France périphérique

Puisque l'actualité politique ne semble pas avoir fini de nous épuiser, il nous a semblé nécessaire de revenir sur un concept nocif, qui se répand jusque dans nos milieux, et les représentations qu'il charrie. Ce bref article se propose d'en finir une bonne fois pour toutes avec la France périphérique.

« Désormais, dans les textes de Jean-Luc Mélenchon, c'est « la nouvelle France », qui s'oppose sans doute à « la vieille France ». Depuis deux ans, LFI, c'est la stratégie [du think tank] *Terra Nova* avec le ton du Nouveau Parti anticapitaliste. »
– François Ruffin, Le Monde, 10 juillet 2024

Cela fait désormais plus de 15 ans qu'au lendemain de chaque échéance électorale de fins stratégies de gauche et d'extrême-gauche (nous ne reviendrons pas ici sur la différence ténue entre ces deux variantes de la social-démocratie) reprennent à leur compte le concept de « France périphérique » pour expliquer ce qu'il aurait fallu faire pour gagner – que ce soit pour construire le parti ou rafler une poignée de sièges supplémentaires dans une chambre parlementaire quelconque. De « l'alliance des beaufs et des barbares » de Bouteldja au « Front de la Somme » de Ruffin, tout le monde semble s'accorder sur le fait que la société française est scindée en deux, entre la « France périphérique » et les villes. Cette division a priori géographique est censée recouper par ailleurs une division sociale, politique, idéologique – et, surtout, raciale.

Mais alors que ce cadre de réflexion ne semble pas vouloir disparaître, il nous a semblé nécessaire de remettre à plat les certitudes qui le sous-tendent et surtout comprendre ce que peut bien signifier sa popularité. Notre critique n'enlève pas tout intérêt au concept en tant qu'idéologie pouvant effectivement s'incarner dans les luttes, mais invite à en finir avec cette grille d'analyse erronée de la segmentation sociologique du prolétariat et ses usages politiciens.

Une grille de non-analyse

On pourrait commencer par une banalité surannée mais répétée *ad nauseam*: la gauche ne connaît rien aux mondes ruraux. Si cette « évidence » est souvent mise en avant pour justifier les projections que tel ou tel se plaît à calquer sur les agriculteurs ou les Gilets Jaunes – qu'on regroupe opportunément dans un même grand sac – elle n'en reste pas moins partiellement vraie. Oui, l'essentiel des organisations et collectifs de gauche (le « maillage militant ») se développent dans des milieux urbains⁰¹, conséquence directe de ce que l'organisation spatiale du capitalisme génère comme modes de sociabilité – et aucun cadre supérieur en réorientation professionnelle dans une ferme bio-équitable ne suffira à transformer cela.

Mais une fois que l'on a dit ça, on n'a guère avancé car s'ouvrent alors inévitablement des débats inépuisables pour savoir quelle grille idéologique va être calquée sur ce fameux clivage ville/campagne. De fait, la lecture de ce dernier est moins déterminée par une analyse de la réalité socio-économique de ces milieux que par une concordance avec telle ou telle théorie plus globale défendue par l'auteur·ice. En effet, l'un des problèmes majeurs de cette analyse du rural est l'absence de remise en cause de l'existence même de ce bloc homogène. Bien sûr, il ne s'agit pas ici de développer une critique sociologisante appelant au culte de la complexité pour justifier une absence de prise de position,

⁰¹ Ce n'est par ailleurs pas spécifique à la gauche quoi qu'en disent les élus de droite se mettant pitoyablement en scène chaussures Finsbury dans la boue.

ni de gommer les différences entre la vie dans un village de 1 500 habitant·es et celui dans une zone urbaine de 10 000 km. Toutefois, il est nécessaire d'abandonner un paradigme absolutiste, l'opposition ville/campagne, notamment sous sa forme contemporaine de « France périphérique ». Le succès d'une notion aussi inconsistante ne peut provoquer que des incompréhensions, méprises, et toute une panoplie d'analyses au mieux médiocres, le tout encastré dans des catégories intrinsèquement réactionnaires.

Commençons par une clarification nécessaire : c'est l'intégralité des territoires et des populations qui ont aujourd'hui leur vie déterminée par le mode de production capitaliste (MPC). La ruralité n'est pas un territoire moins inséré dans le capitalisme mais simplement structuré différemment. L'organisation spatiale du capitalisme – et donc des populations – ne s'arrête pas au terminus de la ligne de métro. Les territoires regroupés dans la « France périphérique » ont tous, et ce, sans exception, été modelés par le capitalisme et notamment depuis sa restructuration des années 70-80. Ce n'est pas pour autant que cette transformation s'est faite de manière homogène : des fermes-usines de Bretagne aux entrepôts Amazon des zones péri-urbaines ou des milliers de villages ruraux – certains riches, d'autres marqués par le chômage lié à la désindustrialisation – le dénominateur commun peut sembler insaisissable. À l'occasion du mouvement des Gilets Jaunes, certain·es ont cru voir dans la défense d'un mode de vie dépendant de la voiture une cause commune providentielle, faisant du mouvement l'incarnation de la « France périphérique » face aux grandes villes.

Mais si cette idée semble présentée comme une grammaire réellement vécue comme telle par les Gilets Jaunes, vision de la société issue d'un « bon sens populaire », elle n'en est pas pour autant la transcription exacte de la réalité. On ne comprend pas grand-chose aux Gilets Jaunes en se bornant à cette analyse, et on passerait à côté d'à peu près tout si l'on évoque pas la position qu'occupe cette fraction du prolétariat dans le MPC. Si le mouvement a effectivement comme point de départ la question explosive du prix du carburant, ses revendications se sont rapidement élargies vers le pouvoir d'achat, puis, face à l'impossibilité de voir ses revendications satisfaites, à la démocratie en la matière du RIC. Il est d'ailleurs intéressant – bien que peu surprenant – de noter que c'est au moment où les Gilets Jaunes élargissaient leurs revendications, quittant la simple reproduction de leur mode de vie menacé, que les notables et petits patrons ont quitté le navire, criant avec la bourgeoisie à la récupération du mouvement par l'extrême-gauche. Les Gilets Jaunes n'étaient pas la « France périphérique » mais une partie du prolétariat rural et, surtout, péri-urbain, dont le mode de vie fondée sur la propriété foncière et l'usage quotidien de la voiture était menacé par la crise du capital entamée en 2008. Moins qu'une révolte des campagnes, il s'agissait de la révolte d'une marge, dont les conditions mêmes de reproduction étaient attaquées. Penser alors la situation de ces fractions du prolétariat à partir de leur position dans les rapports de production semble bien plus pertinent que n'y voir qu'un vulgaire clivage géographique. On pourrait dire la même chose du plus récent mouvement des agriculteurs qui n'est pas une révolte de la paysannerie, des oublié·es des campagnes, mais une lutte de fractions hétérogènes du capital dans un secteur spécifique, face aux transformations du mode de production agricole.

Sous toutes ses formes, l'analyse en termes purement géographiques semble donc mener à l'impasse. Dire cela n'est pas balayer toute détermination de l'espace dans les conditions d'existences du prolétariat mais remettre au centre de l'analyse la question du mode de production. C'est le capitalisme qui modèle les territoires, ces derniers produisant par la suite des effets en retour sur l'organisation du travail : de la présence de syndicats à la disponibilité de la force de travail. Partir d'une opposition ville/campagne, c'est risquer de ne pas saisir la complexité et la diversité des transformations capitalistes de l'espace, et sombrer de la sorte dans des imaginaires réactionnaires fantasmatique une ruralité paysanne à l'écart de la modernité capitaliste et de ses vicissitudes industrielles. Penser en termes de marge permet une critique bien plus pertinente et relationnelle – que ces marges prennent place entre urbain et rural ou au sein d'une des deux catégories. Sans cela, on risquerait d'assimiler le pharmacien du bourg et ses 4000€/mois avec l'aide soignante en mi-temps. Si une critique de la segmentation capitaliste – donc raciale et genrée – de l'espace est nécessaire, elle ne peut se fonder que sur une opposition ville/campagne qui occulte les spécificités des territoires divers, modelés par des politiques publiques ou privées de valorisation du capital. Bref, si le communisme est l'abolition de la distinction ville/campagne, c'est aussi l'abolition du péri-urbain.

La « France périphérique » en négatif

Le concept de « France périphérique » a été mis en forme par Christophe Guilluy, géographe raté reconvertis en expert généraliste pour plateaux télé. Si elle est souvent réduite à un zonage de la campagne, le concept de « France périphérique » ne s'arrête pas là. La « France périphérique » se définit en réalité par le négatif, par opposition à la « France métropolitaine », c'est-à-dire les grandes villes et leurs banlieues. Ce découpage extrêmement grossier permet d'y faire entrer une majorité de la population et surtout des classes populaires – 80% rien de moins⁰² – tout en homogénéisant les territoires non métropolitains. Cette division géographique est censée concorder avec une division politique et idéologique (vote RN contre vote Macron/LFI, conservatisme contre progressisme), une division sociale (laissé·es pour compte/oublié·es/perdant·es contre favorisé·es/gagnant·es de la mondialisation) et une division ethno-culturelle – comprenez raciale – des classes populaires (en gros « les petits blancs » contre « les immigré·es »). Tout cela repose sur l'image d'Epinal d'une France blanche et pauvre que les bobos des centres villes auraient oubliée, trop occupé·es à patauger dans les priviléges de la mondialisation en gentrifiant leurs quartiers – et donc en expulsant les classes populaires. Mais l'idée est aussi que l'attention des pouvoirs publics ne se porterait que sur les banlieues dont la population serait, comparativement, mieux lotie que les « petits blancs » parce que, plus proches des centres-villes, elle aurait plus facilement accès aux infrastructures publiques et à l'emploi. Dans sa version « anticapitaliste » la « France périphérique » reprend le lieu commun des anciens ouvriers délaissés par la gauche au profit des « minorités », mais il incarne aussi le reliquat d'un monde simple, vrai et authentique en opposition à la ville capitaliste (une classe ouvrière « saine » et « enracinée »).

⁰² L'acuité statistique n'est visiblement pas le fort de Guilluy, mais la validité scientifique du concept est largement secondaire par rapport à la vision réactionnaire de la société française qu'il charrie.

Tout se passe comme si les hérauts du vieux mouvement ouvrier, n'ayant pas digéré sa désintégration, tentaient de s'accrocher à un nouveau prolétariat blanc uniifié, mais qui se serait replié vers la campagne. Penser avec la « France périphérique » revient alors toujours à penser dans ce cadre réactionnaire, nostalgique du vieux mouvement ouvrier – et surtout de ses aveuglements. Car si le vrai prolétariat est dans la « France périphérique » et que cette dernière vote RN, c'est donc qu'il dédaignerait par nature les luttes féministes, LGBT+, antiracistes, qui elles ont lieu uniquement dans les villes⁰³. Cette division recoupe la trop célèbre distinction entre le social (ce qui relève des vrais sujets comme le salaire qu'on va dépenser au PMU et à la charcuterie du coin) et le sociétal (les sujets secondaires moins importants, « culturels », concernant essentiellement le genre ou la race). Mais si l'on se donne la peine d'analyser sérieusement les luttes, on observe rapidement que toutes ces revendications reposent tout autant sur les conditions matérielles et le rapport au mode de production que les autres – même lorsqu'elles ne sont pas conformes à l'imaginaire ouvrière. En somme, qu'elles sont aussi luttes de classe.

Cependant, la dimension la plus marquante du concept est peut-être la segmentation raciale qu'il contient en germe.

La race comme si vous n'y étiez pas

Si la « France périphérique » touche du doigt la réalité de la segmentation raciale du prolétariat, elle l'aborde uniquement comme donnée indiscutée et donc indiscutable, présente naturellement dans l'organisation territoriale du pays. Or, la race n'est ni une donnée naturelle – dans sa variante biologique ou culturelle – ni une manipulation idéologique ou un « voile » qui masquerait la réalité des rapports de production. Elle en est partie intégrante. En effet, la division du travail produit des distinctions entre groupes dont la hiérarchisation se justifie ensuite par un processus de racialisation. La division raciale n'est pas une mystification qu'un grand coup de mouvement social ou de lutte ouvrière unitaire ferait disparaître. Elle n'est pas davantage une différence éternelle entre des dominant·es et des dominé·es. Elle est un processus historique, évoluant au gré des luttes et des transformations du mode de production. Les luttes des travailleurs immigrés des usines n'ont jamais été de simples luttes de travailleurs, ni même des luttes d'immigrés, mais bien des luttes de travailleurs immigrés, luttant à partir de leur situation particulière.

Cette segmentation raciale du mode de production produit corollairement une segmentation spatiale. Mais cette dernière ne prend pas place entre la Seine-Saint-Denis et les campagnes, mais au sein même des territoires, entre deux quartiers d'une sous-préfecture ou même deux villages d'une communauté de communes. Les émeutes suivant la mort de Nahel, ayant eu lieu dans divers types de spatialisation, ont rappelé la présence de ce prolétariat dans les petites villes de province.

Le dessein inavoué du concept est d'opposer à un prolétariat blanc victimisé rencontrant de nombreux problèmes, le groupe des immigré·es/assisté·es qui eux n'en

⁰³ Nous ne nous attarderons pas sur la stupidité d'une telle affirmation, que l'on retrouve parfois même dans nos milieux. Simplement, il paraît ici pertinent de rappeler la place centrale qu'occupèrent les femmes dans le mouvement des Gilets jaunes, censé être l'illustration de cette « France périphérique » chez nos « camarades ».

auraient pas vraiment, et donc nécessairement responsables de toutes leurs conditions d'existence. Sans surprise, bien qu'apparu à l'origine au sein d'une certaine gauche, le concept a rencontré un grand succès dans les fractions les plus réactionnaires de la bourgeoisie. Toutes les luttes du prolétariat racisé sont du même coup frappées d'illégitimité, et leurs modes d'expression émeutière rendus particulièrement insoutenables par opposition aux gentils blancs des campagnes qui souffrent en silence⁹⁴. La « France périphérique » se fonde sur les divisions raciales et ses hiérarchies tout en les niant, et, ce faisant, participe de leur naturalisation. Inséparable de la « France périphérique », le concept flou « d'insécurité culturelle » permet quant à lui de justifier la ségrégation spatiale produite par la division du travail et la pluralité des logiques racistes du marché de l'immobilier. Il sert à nier et à excuser (ça n'existe pas, et si ça existait ça serait légitime) le racisme au sein du prolétariat, puis rapidement au sein du reste de la population. La « France périphérique » permet ainsi d'opérer un renversement du rapport entre la racisation et les divisions sociales issues du mode de production. Or, le racisme n'est ni un rapport naturel d'ignorance entre êtres humains, ni un voile de manipulation qu'impose le capital sur le prolétariat. Il s'agit du mode de production qui produit historiquement les segmentations raciales, qui agissent conséquemment sur le monde social.

De quoi la « France périphérique » est-elle le nom ?

La « France périphérique » est donc une grille d'analyse structurée par des imaginaires et réflexions réactionnaires permettant à moindre effort de développer un discours simpliste sur à peu près n'importe quel événement médiatique à l'ordre du jour. Si cette paresse explique en partie son succès médiatique, le concept a aussi une utilité réelle pour différents groupes aux intérêts assez divers, mais partageant néanmoins un fervent attachement à l'ordre social capitaliste. Se liant aisément avec le « grand remplacement », la « France périphérique » permet à la fraction la plus réactionnaire du capital de fonder son discours raciste sur une assise populaire fantasmée. Mais c'est surtout « à gauche » que l'idée a le vent en poupe, permettant de s'asseoir sur plusieurs décennies de luttes féministes, LGBT+ et antiracistes au nom du sacro-saint « petit blanc », nouvelle figure paradigmatische de celles et ceux qui n'ont pas digéré la désintégration du mouvement ouvrier et l'entrée dans un nouveau cycle de lutte. Il ne s'agit pas de nier qu'il y a du racisme, de la misogynie et de l'homophobie au sein du prolétariat, simplement de rappeler que lorsque les porte-paroles autoproclamés du prolétariat (des éditorialistes parvenus) l'évoquent, c'est rarement pour comprendre d'où cela émerge, mais bien pour défendre leurs propres aveuglements. L'argument sert alors la place d'un rappel à l'ordre réactionnaire à tou·tes celleux qui oseraient mettre en avant des questions de genre et de race dans leurs luttes. La « France périphérique » n'est donc pas une théorie qui remet les classes populaires, le prolétariat ou on ne sait quel résidu du vieux mouvement ouvrier en avant.

Le prolétariat est indéniablement segmenté racialement, mais d'une part, cette division ne recoupe nullement le « clivage géographique » de la « France périphérique ».

⁹⁴ Ce qui cause quelques pirouettes à nos fins analystes quand ceux qu'ils voient comme le prolétariat des campagnes, enfoncent la porte d'un ministère ou crament le Fouquet's.

D'autre part, le prolétariat n'est pas segmenté dans une logique simpliste entre le rural et l'urbain, mais entre une multiplicité de rapport centre/marges au sein même d'espaces ruraux ou urbains, ou entre ces deux derniers. Concrètement la segmentation ne se fait pas entre la campagne et Paris, mais entre Aubervilliers et Paris, entre la zone pavillonnaire de Gironde et Bordeaux, ou même entre la commune rurale isolée et le chef-lieu ayant la main mise sur les financements de la communauté d'agglomération. La « France périphérique » consiste ainsi en une naturalisation pseudo-géographique de la segmentation raciale contemporaine du MPC. Prenant la forme d'un rappel à l'ordre réactionnaire, elle permet d'imposer les termes d'un débat nécessairement vicié. À observer la réalité avec des verres déformants, il ne faudra pas s'étonner de confondre les lignes, structures et luttes qui déterminent le quotidien des classes sous le capitalisme. En cela, le concept de « France périphérique » n'est qu'une énième engeance difforme de la séquence actuelle de la lutte des classes. Loin d'être une analyse subversive, elle n'est qu'une pièce de l'idéologie dominante visant à naturaliser les rapports sociaux. À cela faut-il – encore – rappeler que le communisme passe aussi nécessairement par l'abolition en acte du genre, de la race et de l'espace. Les grandes villes modernes – et leurs banlieues pavillonnaires – ne seront supprimées que par l'abolition du mode de production capitaliste, et ce processus s'occupera alors de tout autre chose que de procurer à chaque travailleur une maisonnette – et une voiture – qui lui appartienne en propre.

Articles disponibles en brochure

CE FANTASME QUI N'EN FINIT PAS

L'impasse du mouvement des retraites et l'émeute citoyenniste

CHACUN SA PLACE À L'OMBRE

LES PÉDÉS DANS ET CONTRE LE CAPITAL

De la constitution d'une identité sexuelle à la dernière restructuration

DANS LES FLAMMES DE L'ÉTÉ

Les émeutes pour Nahel et l'hypothèse communiste

LA RÉVOLUTION COMME ANTI-POLITIQUE, LE COMMUNISME

COMME ABOLITION DU TRAVAIL

DANS LES FLAMMES DE L'ÉTÉ

Les émeutes pour Nahel et l'hypothèse communiste

QUE CRÈVE LA FRANCE PÉRIPHÉRIQUE

